La fiction comme enquête

À propos du film *Notre salut*

par Nicolas Brisset

Le film d'Emmanuel Marre parvient à restituer, non pas l'intériorité inaccessible d'un homme sous Vichy, mais les conditions concrètes dans lesquelles il a agi, ainsi que les effets politiques de ses actes.

Un film peut-il être le support d'une véritable investigation historique ? Peut-il éclairer le passé autrement que le fait l'écriture historienne ? *Notre salut* semble apporter une réponse positive à ces questions. Historiennes et historiens de l'Occupation et du régime de Vichy, nous appréhendons cette période à partir de sources documentaires, de témoignages et de données quantitatives, que nous articulons à des questions élaborées dans le mouvement même de l'enquête. Le résultat en est généralement une narration raisonnée amenant une nouvelle manière de saisir une époque, un évènement, une évolution, un personnage. Ainsi, la frontière qui sépare nos thèses et nos méthodes des manières de les mettre en récit est particulièrement ténues. On peut même considérer qu'elle est artificielle. Le film d'Emmanuel Marre en offre une illustration très juste. Par les ressources propres de la forme cinématographique, il permet de saisir la manière dont un ordre politique et administratif s'incarne dans des situations concrètes — gestes, échanges, rapports hiérarchiques, documents à remplir, déplacements dans l'usage des mots —, ce que l'écriture historienne peine parfois à restituer avec la même densité narrative.

C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre la place centrale accordée à l'improvisation dans la fabrication de *Notre salut*. Comme l'a expliqué à plusieurs reprise le réalisateur, cette méthode n'a pas consisté à laisser les acteurs et actrices

libres d'inventer un passé indifférent aux sources. Elle a, au contraire, supposé de les placer dans des lieux, des décors, des costumes et des configurations relationnelles reconstruits à partir de la documentation. Les situations ainsi fabriquées ne reproduisent pas les scènes telles qu'elles se sont effectivement déroulées, elles organisent les conditions dans lesquelles peuvent émerger des gestes, des échanges et des hésitations historiquement plausibles. L'improvisation devient ainsi une méthode d'enquête par la fiction : elle permet d'explorer ce que les archives enregistrent rarement de manière directe, soit la texture concrète des interactions, les ajustements minuscules aux hiérarchies administratives et le travail pratique par lequel des individus donnent sens à leur propre participation à un ordre politique. À certains égards, la démarche évoque celle de l'archéologie expérimentale[1]. Celle-ci ne reconstitue jamais le passé tel qu'il fut. Elle reproduit, à partir des traces disponibles et de connaissances techniques historiquement situées, certaines conditions de l'action afin d'en explorer concrètement les possibilités, les contraintes et les effets.

Le film retrace le parcours de l'arrière-grand-père du réalisateur, Henri Marre, « inspecteur provincial » au bureau de Limoges du Commissariat à la lutte contre le chômage (CLC) en zone sud sous le régime de Vichy. Comme raconté au micro d'André Loez pour le podcast Parole d'histoire, Emmanuel Marre construit son film à partir d'un travail historique assez fouillé, ayant comme point de départ la correspondance d'Henri, des archives administratives du CLC, mais également des archives d'Henri Maux, polytechnicien ingénieur des Ponts et Chaussées et commissaire adjoint à la Lutte contre le chômage auprès de René Belin[2]. Le film prend un soin particulier à mettre en scène les archives utilisées. D'abord parce que la correspondance entre Henri et Paulette Marre sert de toile de fond au récit (seul moment du film utilisant la voix off), ensuite parce que le film est en grande partie construit autour de la production des documents. En effet, il s'ouvre sur Henri Marre tentant de se faire une place à Vichy en publicisant son livre, *Notre salut*, et se poursuit dans les couloirs des administrations, mettant notamment en scène la relation de travail entre Marre et sa secrétaire, Corinne. C'est cette dernière qui, d'un geste discret, routinier, entérine la fin de la République : sur un papier à en-tête, elle efface la mention « République française » pour la remplacer par « État français ». Le changement de régime se matérialise ainsi dans l'ordinaire même du travail de bureau. C'est encore elle qui, plus tard, fait remarquer à Henri que le terme de « ramassage »,

[1] Adrian Currie, « Speculation Made Material: Experimental Archaeology and Maker's Knowledge », *Philosophy of Science*, 2022, vol. 89, p. 337-359.
[2] Marie-Antoinette Maux-Robert, « Le commissariat à la lutte contre le chômage en zone sud », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2002, vol. 206, n° 2.

employé dans un télégramme confirmant la mise à disposition de camions pour organiser une rafle, pourrait être remplacé par celui de « regroupement ». Le choix des mots, des formules et de leur circulation organise ainsi un récit de l'accommodement, au sens que Philippe Burrin a donné à ce terme : non pas la simple soumission à une situation imposée, mais l'ensemble des ajustements, des calculs et des investissements personnels par lesquels les individus cherchent à se ménager une place.[3]

Un récit paxtonnien

L'un des apports du grand ouvrage de Robert Paxton, *La France de Vichy* [4], est d'avoir souligné que le régime de Vichy n'avait nullement constitué un bloc homogène. La défaite ouvrit un espace politique et administratif à des groupes jusque-là marginalisés ou tenus à distance du pouvoir : conservateurs attachés à la restauration d'un ordre social et « communautaire », catholiques traditionalistes, anciens combattants, militants corporatistes, mais aussi « techniciens » porteurs de projets de rationalisation de l'État, de l'économie et de la société. Une alliance que rend parfaitement le titre anglais *Vichy France: Old Guard and New Order, 1940–1944*. Ces courants ne partageaient à première vue ni les mêmes trajectoires, ni les mêmes intérêts, ni une doctrine unifiée. Ils purent même s'opposer sur les politiques à conduire, les institutions à construire et le degré souhaitable de collaboration avec l'Allemagne. Néanmoins, l'État français leur offrit, au moins temporairement, un cadre dans lequel leurs projets purent converger. Aux réactionnaires, la possibilité d'une restauration morale, sociale et politique ; aux modernistes, celle d'expérimenter des formes nouvelles de planification, d'encadrement économique et de réforme administrative. C'est en ce sens que l'on peut comprendre la formule de Paxton : « Les conservateurs ont eu sous Vichy des pouvoirs que le suffrage universel leur refusait depuis 1932, et les techniciens une puissance que les politiciens ne leur avaient jamais donnée »[5]. Un aspect composite dont la dernière somme sur Vichy a approfondi l'histoire politique, caractérisant l'État français comme une alliance des droites françaises.[6]

[3] Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande*, Paris, Seuil, 1997.
[4] Robert Paxton, *La France de Vichy*, Paris, Seuil, 1973.
[5] *Ibid.*, p. 139.
[6] JOLY L. (dir.), *Vichy. Histoire d'une dictature, 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2025.

Emmanuel Marre donne à voir cette hétérogénéité non plus à l'échelle du régime, mais à celle d'un individu. Henri Marre n'est certes pas à lui seul un condensé de Vichy. Sa trajectoire révèle cependant comment des aspirations que l'on pourrait croire distinctes, voire contradictoires, ont pu se rejoindre dans l'engagement au service de l'État français. Son attachement à la restauration d'un ordre social et moral se conjugue avec une confiance affirmée dans les vertus de la technique, de l'organisation et de la rationalisation. Chez lui, la réaction ne prend donc pas la forme d'un simple retour au passé. Elle s'énonce comme un projet de modernisation managériale.

C'est ici que le vocabulaire de l'efficacité acquiert toute sa portée politique. Les mots de l'efficience, du rendement, de la compétence ou de la précision ne viennent pas se substituer à l'idéologie, comme s'ils constituaient un langage neutre affranchi de toute finalité. Ils lui fournissent au contraire une grammaire opératoire. Ils transforment des choix relatifs à l'organisation de la société, à la répartition de l'autorité et à la définition du vivre ensemble, en problèmes apparemment techniques, susceptibles d'être résolus par une meilleure administration des humains et des choses. L'ingénierie, la rationalisation et la réforme de l'État permettent ainsi de traduire un projet politique en opérations concrètes, en procédures et en dispositifs administratifs. *Notre salut* montre précisément que l'efficacité n'est jamais une valeur politique indéterminée. En suivant Henri Marre au travail, il fait apparaître la manière dont ses compétences, ses initiatives et son désir de reconnaissance s'insèrent dans les finalités d'un régime autoritaire. La compétence technique ne tient pas l'idéologie à distance, elle contribue à lui donner des prises sur le réel. La question n'est donc pas seulement de savoir ce que pense Henri Marre, mais ce que son savoir-faire permet de faire, et au service de quel ordre.

C'est aussi ce qui confère au film sa résonance contemporaine. Le « modernisme réactionnaire », selon la notion forgée par Jeffrey Herf [7], désigne précisément la possibilité d'associer l'enthousiasme pour la modernisation technique au rejet de la modernité politique, de l'héritage des Lumières et des institutions de la démocratie libérale. À cet égard, la trajectoire d'Henri Marre nous rappelle que la réaction politique ne se présente pas toujours sous les traits de l'archaïsme : elle peut aussi parler le langage de l'innovation, de la compétence et de l'efficacité. Une telle association se retrouve aujourd'hui dans certaines formes de techno-autoritarisme, où

[7] Jeffrey Herf, *Reactionary Modernism. Technology, culture, and politics in Weimar and the Third Reich*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

la critique des institutions démocratiques accompagne la promesse d'une administration rendue plus performante par de nouvelles élites techniques.[8]

L'administration de l'antisémitisme

Lorsqu'un subordonné d'Henri Marre objecte qu'il serait trop fastidieux de renseigner intégralement les fiches individuelles par lesquelles le Commissariat à la lutte contre le chômage établit les situations (notamment raciales) des étrangers placés sous son administration au sein des groupements de travailleurs étrangers (GTE), Marre exige au contraire qu'elles soient remplies avec précision. Institués par la loi du 27 septembre 1940 pour exclure du marché du travail régulier les étrangers considérés comme « en surnombre », les GTE constituaient un dispositif de recensement, d'assignation et de surveillance de la main-d'œuvre, progressivement mobilisé au profit de la politique antisémite. La scène prend ainsi une portée qui excède le seul souci tatillon de Marre. Compléter une rubrique, vérifier une ascendance, éliminer une imprécision : ces gestes administratifs apparemment mineurs contribuent à donner à la catégorie raciale sa réalité bureaucratique et rendent possible son application. Un instrument présenté comme destiné à l'administration de la main-d'œuvre étrangère pouvait dès lors devenir, pour cette population, l'un des rouages de la ségrégation, de la surveillance, de l'internement et de l'extermination.

Le film rejoint sur ce point une historiographie désormais abondante. Marc-Olivier Baruch a montré comment l'administration française avait incorporé les prescriptions antisémites (du Vichy, puis de l'occupant) à son fonctionnement ordinaire, produisant la matière administrative et juridique nécessaire à leur mise en œuvre.[9] Tal Bruttmann a décrit plus précisément la façon dont l'antisémitisme était devenu une norme administrative, prise en charge non seulement par les organismes spécialisés, mais aussi par les préfectures, les services de police, les municipalités et les différentes administrations sectorielles.[10] Le contrôle et le fichage des Juifs devinrent ainsi des tâches routinières, intégrées aux procédures et aux divisions du travail déjà existantes.

[8] Nicolas Brisset et Raphaël Fèvre, « De Vichy à Trump : la science sous le feu du « modernisme réactionnaire » », *The Conversation*, 2025, 2025 p.
[9] Marc-Olivier Baruch, *Servir l'État français : l'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997, 737 p.
[10] Tal Bruttmann, *Au bureau des Affaires juives. L'administration française et l'application de la législation antisémite (1940-1944)*, Paris, La Découverte, 2013.

La scène saisit le moment où une fiction juridique (celle de la « race juive ») est transformée en fait administratif. Pour être appliquée, la catégorie doit être traduite en questionnaires, en rubriques et en dossiers. Elle doit faire l'objet d'identifications individuelles suffisamment précises pour permettre aux services de décider qui tombe sous le coup de la législation. La fiche n'enregistre donc pas une réalité préexistante. Elle contribue à la produire sous une forme opérationnelle. Ce que Marre réclame à son subordonné, ce n'est pas davantage d'antisémitisme au sens d'une conviction plus intense, mais davantage d'exactitude dans son administration. Or cette exigence de précision n'atténue en rien la violence idéologique. Elle en augmente au contraire l'efficacité.

Cette articulation entre identification statistique, fichage administratif et persécution a suscité après-guerre de vives controverses. Celles-ci ont notamment porté sur le rôle du Service national des statistiques dirigé par René Carmille. Ces controverses, qui commencèrent assez rapidement après la Libération, interrogeaient un élément de défense mis en avant par les techniciens de Vichy : celle de la neutralité technocratique. Une défense particulièrement efficace dans le contexte de la Libération, l'épuration ayant surtout touché les doctrinaires affirmés et bavards[11], beaucoup plus que l'appareil administratif.[12] La découverte, en 1991, des 60 000 fiches du « fichier juif » conservées par l'administration des anciens combattants effrita cette défense. Elle donna lieu au rapport de la commission présidée par René Rémond, publié en 1996, puis à une mission consacrée au système statistique français entre 1940 et 1945, confiée par l'Insee à Jean-Pierre Azéma, Raymond Lévy-Bruhl et Béatrice Touchelay.[13] Les débats et les enquêtes historiques suscités par cette découverte ont montré combien il est illusoire de dissocier les intentions d'un technicien, les propriétés des instruments qu'il conçoit et les usages que l'État peut en faire. Les dispositifs d'identification mis au point sous Vichy constituaient bien une infrastructure susceptible d'être mobilisée à des fins de contrôle et de persécution. Les travaux historiques ont ainsi fissuré le récit d'une technique qui serait demeurée politiquement neutre, parce qu'elle aurait été produite par des agents compétents, parfois critiques du régime, voire engagés dans la Résistance. C'est précisément ce que donne à voir *Notre salut*. La question posée par le film n'est pas seulement celle des convictions personnelles d'Henri Marre, mais celle des effets produits par son souci d'exactitude lorsqu'il s'inscrit dans l'appareil d'un État antisémite. La précision

[11] Gisèle Sapiro, *La guerre des écrivains: 1940-1953*, Paris, Fayard, 1999, 807 p.
[12] Marc Bergère, *L'épuration en France*, Que sais-je?, 2023.
[13] Philippe Grand, « Le Fichier Juif : un malaise », *Revue d'Histoire de la Shoah*, 1999, vol. 167, n° 3 ; Laurent Joly, *Le savoir des victimes*, Paris, Grasset, 2025.

administrative n'est pas en elle-même persécutrice. Elle le devient par les catégories qu'elle objective, les procédures qu'elle alimente et les finalités politiques auxquelles elle se trouve ordonnée. En exigeant que la fiche soit intégralement remplie, Marre ne se contente donc pas d'obéir à une idéologie qui lui serait extérieure : il lui fournit les conditions techniques de son effectivité. Mais cette incarnation de l'accommodement serait incomplète si elle n'intégrait pas le fait que la politique antisémite offre à Marre une double opportunité qu'il tente de saisir : celle de concrétiser son idéal technique et technocratique, et celle de combler la frustration sociale d'une personne se sentant déclassée, ce que l'on comprend à la mention de son casier judiciaire.

Vichy comme opportunité administrative

Le film met plusieurs fois en scène les situations ordinaires de recrutement du personnel administratif, éclairant à une échelle locale non seulement la dynamique de mise en place des équipes administratives, mais également l'évolution de la sociologie de ces dernières. Dès la scène d'ouverture, Henri Marre cherche à se faire une place dans les cercles de pouvoir vichystes. Il y apparaît pourtant en décalage : trop ostensiblement dévoué au maréchal Pétain, pas assez rompu aux codes politiques de ceux qu'il veut approcher. Son projet de se rapprocher du ministère de l'Information échoue également, son casier judiciaire faisant obstacle à cette ambition. Marre n'est ni un notable solidement installé, ni un idéologue occupant d'emblée une fonction centrale. Il apparaît plutôt comme un homme pathétique, en quête de reconnaissance, convaincu que ses compétences et son dévouement devraient lui ouvrir une position plus élevée. Le film suggère ainsi la dimension souvent dérisoire de cette ambition. Marre semble vouloir endosser un rôle trop grand pour lui (à l'image de son costume mal taillé), tout en cherchant avec application les occasions de s'y ajuster. La mise en scène, qui reprend certains codes du mockumentaire, souligne particulièrement bien ce décalage. Ce choix a conduit des commentateurices à rapprocher *Notre salut* de *The Office*. La comparaison est éclairante sur le plan formel, mais elle risque de réduire le grotesque à un simple ressort comique. À cet égard, *Notre salut* présente plutôt un point commun avec *La Bataille de Gaulle*, autre film historique sorti cette année. Dans les deux cas, le grotesque sert moins à faire rire qu'à défaire des représentations figées. Antonin Baudry soustrait de Gaulle à la statue du grand homme infaillible, tandis qu'Emmanuel Marre rompt avec la figure tout aussi conventionnelle du collaborateur foncièrement mauvais, dont les actes découleraient directement de convictions

monstrueuses. Le ridicule ne diminue néanmoins ni l'importance historique de l'un, ni la responsabilité politique de l'autre.

Dans le cas de Marre, le grotesque déplace surtout la question : comment cet homme initialement tenu à distance des cercles qu'il cherche à intégrer parvient-il à trouver sa place dans l'État français ? Le film y répond en mettant au jour une double dynamique : celle des continuités avec la fin de la IIIe République, qui entravent d'abord la progression de Marre, et celle des possibilités de promotion que lui ouvre le nouveau régime. Les travaux de Francine Muel-Dreyfus et de Gérard Noiriel ont précisément permis de penser cette articulation entre continuité et rupture : Vichy réemploie des catégories, des instruments administratifs et des visions de l'ordre social hérités de la IIIe République, mais la disparition des contre-pouvoirs et la radicalisation des politiques d'exclusion leur confèrent une portée nouvelle.[14] À mesure que ses politiques se radicalisent, de nouvelles possibilités de promotion s'ouvrent à Marre. D'abord cantonné à un poste subalterne, il gagne progressivement en responsabilités et se rapproche des autorités locales. Sa relation avec le préfet de Limoges, Antoine Lemoine, donne une forme précise à cette ascension.

Cette promotion ne peut toutefois être séparée des concessions successives par lesquelles elle devient possible. La carrière de Marre avance à mesure qu'il accepte les catégories, les procédures et les finalités d'un État autoritaire, notamment dans la mise en œuvre de ses politiques antisémites. Le film ne présente pas cette trajectoire comme le résultat d'une conversion soudaine. Il montre plutôt une série d'ajustements : prendre un poste, accomplir une mission, faire preuve de zèle, rechercher une protection, saisir une possibilité d'avancement.

Le point décisif est que cette opportunité personnelle fait écho à l'idéologie communautaire porté par Marre.[15] Lorsqu'il affirme que « le temps est idéal pour se repenser », il donne à son désir d'ascension la forme d'un projet de refondation nationale. Vichy peut alors apparaître comme le moment où une France défaite aurait enfin la possibilité de se réorganiser, de restaurer son autorité et de confier davantage de place aux hommes compétents. C'est sans doute là que la dimension familiale du film importe particulièrement. Emmanuel Marre ne filme pas seulement un rouage administratif de Vichy, il enquête sur son arrière-grand-père et sur les formes de

[14] Francine Muel-Dreyfus, *Vichy et l'éternel féminin*, Paris, Seuil, 1996 ; Gérard Noiriel, *Les origines républicaines de Vichy*, Fayard., Paris, 1999.
[15] Sur la notion d'opportunité, voir Nicolas Brisset et Raphaël Fèvre, « Vichy as an Opportunity: Perroux's Institutional and Intellectual Entrepreneurship », *Research in the History of Economic Thought and Methodology*, 2020, vol. 28B, p. 131-151.

justification qui ont pu rendre une telle trajectoire pensable, voire valorisable, dans un cadre familial (notamment vis-à-vis de Paulette Marre). Cette proximité ne dissout pas la responsabilité politique d'Henri Marre. Elle oblige plutôt à regarder au plus près la manière dont une ambition, une recherche de statut et un langage du service public peuvent s'articuler à la violence d'un régime autoritaire.

Les choix sans aveu

À mesure que le film avance, les choix auxquels Henri Marre est confronté deviennent plus explicites. Ils sont notamment incarnés par deux de ses collaborateurs. L'un choisit de quitter le Commissariat à la lutte contre le chômage ; l'autre, au contraire, suit le régime dans la voie de l'ultra-collaboration. Ces bifurcations rendent plus visible ce qui, dans le parcours de Marre, ne relève pas d'une simple inertie administrative : rester, accepter des responsabilités, poursuivre une carrière sont aussi des manières de se situer. La force de *Notre salut* est pourtant de ne pas prétendre résoudre l'énigme des convictions intimes de son personnage. Marre est-il un idéologue convaincu, un antisémite, ou un arriviste médiocre cherchant dans Vichy les moyens de sa promotion ? Le film ne tranche pas. Il ne cherche pas, derrière les gestes et les paroles, une vérité psychologique qui en fournirait la clef définitive.

Emmanuel Marre s'en tient plutôt aux pratiques, aux textes et aux situations, aux lettres écrites, aux dossiers remplis, aux promotions recherchées, aux rapports hiérarchiques et aux choix effectivement accomplis. En ce sens, le film adopte une approche à la fois pragmatiste et sociale. Ce que les personnages disent ne vaut pas d'abord comme l'aveu transparent de ce qu'ils pensent. Leurs paroles sont avant tout des actes. C'est peut-être ce que le film rend le mieux : non pas l'intériorité inaccessible d'un homme sous Vichy, mais les conditions concrètes dans lesquelles il a agi, ainsi que les effets politiques de ses actes. L'enquête familiale devient ainsi une question posée au présent : si l'État devait être mis au service d'un projet illibéral, par quels gestes ordinaires, quelles fiches dûment renseignées, quelles carrières à saisir et quels scrupules d'efficacité son ordre prendrait-il corps ?

Bibliographie

- Marc-Olivier Baruch, *Servir l'État français : l'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997, 737 p.
- Marc Bergère, *L'épuration en France*, Que sais-je?, 2023.
- Nicolas Brisset et Raphaël Fèvre, « De Vichy à Trump : la science sous le feu du « modernisme réactionnaire » », *The Conversation*, 2025, 2025 p.
- Nicolas Brisset et Raphaël Fèvre, « Vichy as an Opportunity: Perroux's Institutional and Intellectual Entrepreneurship », *Research in the History of Economic Thought and Methodology*, 2020, vol. 28B, p. 131-151.
- Tal Bruttmann, *Au bureau des Affaires juives. L'administration française et l'application de la législation antisémite (1940-1944)*, Paris, La Découverte, 2013.
- Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande*, Paris, Seuil, 1997.
- Adrian Currie, « Speculation Made Material: Experimental Archaeology and Maker's Knowledge », *Philosophy of Science*, 2022, vol. 89, p. 337-359.
- Philippe Grand, « Le Fichier Juif : un malaise », *Revue d'Histoire de la Shoah*, 1999, vol. 167, n° 3.
- Jeffrey Herf, *Reactionary Modernism. Technology, culture, and politics in Weimar and the Third Reich*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.
- L. Joly (dir.), *Vichy. Histoire d'une dictature, 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2025.
- Laurent Joly, *Le savoir des victimes*, Paris, Grasset, 2025.
- Marie-Antoinette Maux-Robert, « Le commissariat à la lutte contre le chômage en zone sud », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2002, vol. 206, n° 2.
- Francine Muel-Dreyfus, *Vichy et l'éternel féminin*, Paris, Seuil, 1996.
- Gérard Noiriel, *Les origines républicaines de Vichy*, Fayard, Paris, 1999.
- Robert Paxton, *La France de Vichy*, Paris, Seuil, 1973.
- Gisèle Sapiro, *La guerre des écrivains : 1940-1953*, Paris, Fayard, 1999, 807 p.

Publié dans laviedesidees.fr, le 6 octobre 2026.